

# pour une Europe féministe, sociale et démocratique

Bientôt les élections européennes. Elles auront lieu en pleine crise financière, économique et sociale. Et à quelques semaines des Municipales qui ont vu un rejet sans précédent de la politique du gouvernement. Car cette crise lui sert de prétexte à la mise en place de politiques d'austérité afin de combler la dette publique. Réduction massive des dépenses publiques, destruction des acquis sociaux en Europe, tout est bon pour faire des économies. Dans le même temps, le gouvernement Ayrault offre 20 milliards aux entreprises au nom d'un pacte de compétitivité, supposé rétablir la croissance, mais qui n'a fait qu'accroître le chômage. Aujourd'hui le gouvernement Valls amplifie cette politique avec le pacte de responsabilité qui offre à nouveau 30 milliards au patronat sous prétexte de rendre les entreprises françaises compétitives dans la concurrence mondialisée.

Les politiques d'austérité en Europe coûtent cher aux populations qui basculent vers la pauvreté en Espagne, en Grèce et au Portugal.

En même temps des partis d'extrême droite, populistes, voire néo nazis se développent partout en Europe et s'appuient sur le désarroi des gens subissant les conséquences de la crise. Ils prônent de fausses solutions. Ils transforment par exemple les Étrangers en boucs émissaires : le FN en France laisse croire que les Étrangers touchent des subventions que les Français pauvres ne touchent pas. Il divise ainsi des individus en situation de détresse.

Les intégristes religieux, qui veulent imposer leur conception de la famille, de la sexualité, de l'égalité femmes-hommes ou supposée complémentarité, relèvent aussi la tête. Leur conception est en total décalage avec l'évolution de la société et date d'avant les luttes féministes, lesbiennes et gays. Ils ont manifesté en masse en France contre le mariage pour toutes et tous, déniaient aux lesbiennes et aux gays l'égalité des droits. Ils veulent réduire drastiquement le droit à l'avortement en Espagne : l'Irlande, Malte et la Pologne ne sont pas prêts de l'obtenir! Ils viennent de réunir 1 900 000 signatures lors d'une « Initiative citoyenne européenne » demandant à l'UE « de ne plus financer la recherche impliquant la destruction d'embryons humains ». Jalon pour interdire l'avortement.

Leur politique de lobbying a provoqué le rejet de deux rapports très progressistes au Parlement européen, sur les droits sexuels et l'égalité femmes/hommes.

# Et les FEMMES ?

L'Union européenne a dès le début adopté comme principe fondamental l'égalité entre hommes et femmes et de très nombreuses directives sur ce sujet. La Charte européenne des droits fondamentaux, signée en 2000, réaffirme l'interdiction de la discrimination et l'obligation de réaliser l'égalité entre les femmes et les hommes dans tous les domaines. En fait, celle-ci n'existe pas : **les politiques d'austérité pénalisent les couches modestes et plus particulièrement les femmes.**

## EMPLOI

**Majoritaires** dans les emplois à temps partiel peu qualifiés, qui leur sont souvent imposés, elles représentent déjà la plupart des salarié-es précaires et en sous-emploi. Elles sont plus exposées au chômage. Elles sont aussi majoritaires parmi les bas salaires dont la proportion a augmenté avec la crise. Dans la plupart des pays européens les montants des pensions de retraite sont gelés ou diminués et les durées de cotisation augmentées ce qui pénalise particulièrement les femmes.

**Aussi les femmes sont-elles plus exposées que les hommes à la pauvreté.**

## SERVICE PUBLIC

Les femmes subissent plus durement les mesures d'austérité comme la baisse d'effectifs et de rémunération dans les services publics et la protection sociale car elles en constituent la majorité des employées.

Assumant l'essentiel des charges domestiques et parentales et de soin aux personnes dépendantes, les femmes sont les **premières victimes des coupures budgétaires** dans les services publics (*crèches, garderie, écoles maternelles, maisons de retraites*) et de la baisse des prestations sociales et familiales (*allocations familiales, subventions aux services de garde d'enfants, aux minima sociaux, aux prestations de dépendance*).

Elles sont alors contraintes, comme en Grèce, d'assurer ce qui n'est plus pris en charge par la collectivité :

**leur travail (invisible) dans la famille augmente, au détriment de leur travail rémunéré et de leur autonomie, voire de leur santé physique et mentale.**

## A SAVOIR

L'Union Européenne vient de rejeter deux rapports importants pour les droits des femmes : le rapport Estrela et le rapport Zuber.

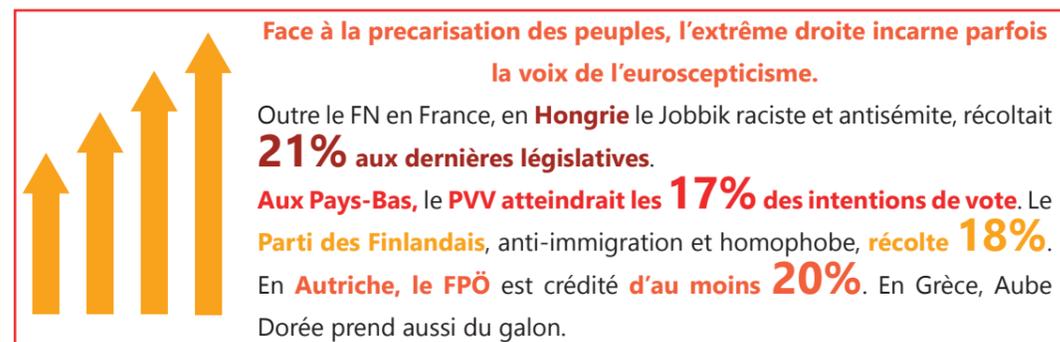
Le premier introduit l'idée d'un droit à l'avortement du ressort de l'UE et non des États membres. Il a été la cible des intégristes religieux. L'autre dresse un constat cinglant des inégalités femmes-hommes dans tous les domaines, aggravées par l'austérité. Il n'a pu être adopté à cause de certains Verts, mécontents du chapitre sur la prostitution, trop abolitionniste à leur goût. Même si ces rapports ne sont pas contraignants, leur rejet prouve la régression des droits des femmes en matière européenne, et le mauvais coton que file le Parlement sortant, soumis aux lobbys les plus divers.

Les accords de Schengen ont pour principe d'assurer un espace de libre circulation, avec la disparition des frontières intérieures mais avec le renforcement des frontières extérieures. Il en résulte une **Europe frileuse, fermée**, véritable bunker, où **la libre circulation intérieure n'est même pas garantie à égalité pour toutes et tous** et où on ferme la porte aux travailleurs et travailleuses d'ailleurs. Pourtant les femmes du Sud ou de l'Est ont de plus en plus souvent besoin de s'expatrier pour des raisons d'oppression spécifique et/ou pour des besoins économiques.

**Cela favorise la montée des racismes et légitime le discours des droites populistes dans leur rejet de tout accueil de nouvelles populations.**

## SANTÉ

Elles sont aussi les premières à être victimes des restructurations hospitalières, avec la **fermeture de maternités et de centres d'IVG**. En Grèce **1/3** de l'offre de santé a été détruite entre 2001 et 2013, **1/4** des effectifs supprimés, la rémunération des personnels a été diminuée de **50%** et les femmes immigrées doivent payer leur accouchement. En Espagne depuis 2012 **l'accès aux soins est interdit pour les immigrés sans papier**. Quant à l'Allemagne, « le modèle », de nombreux hôpitaux publics et non marchands sont vendus à des firmes privées.



## VIOLENCES

Dans ce grand marché qu'est l'Europe, sous la pression de puissants lobbys proxénètes, **la prostitution n'apparaît plus, pour ce qu'elle est, une forme extrême d'oppression mais une transaction commerciale** entrant dans le cadre normal du marché. Il n'est plus question de trafics d'êtres humains, de violences, de misère économique profonde mais seulement de profits et de « choix » de se vendre (!).

### Ça n'est pas l'Europe que nous voulons !

Nous voulons une Europe féministe, sociale et démocratique, ouverte sur l'extérieur. Une Europe où les droits fondamentaux et les services publics sont prioritaires par rapport au marché. Une Europe où les droits des femmes sont garantis comme droits fondamentaux. Une Europe où les instances élues démocratiquement possèdent le pouvoir.

Nos dirigeants de droite ou de gauche prétextent de diktats européens pour appliquer des politiques d'austérité et de fermeture. Mais ce sont eux qui ont fait ces choix pour l'Europe au mépris des peuples.

Face à cette Europe antidémocratique au service des patrons et des banquiers, inégalitaire, sexiste, xénophobe, raciste et proxénète, mobilisons-nous et faisons pression sur les choix de nos futures élues.

# CE QUE NOUS VOULONS

**Les femmes d'Europe veulent pouvoir bénéficier des droits les plus avancés et que ceux-ci soient reconnus comme des droits fondamentaux.**

Cela signifie le **droit à la contraception et à l'avortement**, remboursés par l'assurance maladie, partout, le droit à **l'orientation sexuelle de son choix**.

Cela signifie aussi le droit de **vivre sans violences**. Dans ce sens, **elles réclament une directive cadre de lutte contre ces violences**, se fondant sur les législations espagnole et suédoise.

Elles réclament aussi une lutte sans merci **contre les réseaux de traite, le proxénétisme**, la reconnaissance de **la prostitution comme une violence**. Elles veulent que se développe à tous les niveaux de la société une **éducation non-sexiste, une éducation à l'égalité entre les filles et les garçons, les femmes et les hommes**.

Les femmes d'Europe veulent le droit à **l'emploi, à temps plein**, car leur émancipation passe par leur **autonomie financière**. Pour qu'elles puissent travailler, il faut créer dans tous les pays des services publics de la petite enfance et de prise en charge de la dépendance.

Mais elles ne veulent pas des emplois sous payés, comme c'est le cas à l'heure actuelle. Elles réclament **partout l'instauration d'un salaire minimum**. Elles veulent une revalorisation des salaires des métiers féminisés. Il est plus que temps maintenant de fixer une échéance à court terme à laquelle l'égalité de salaire devra être réalisée sous peine de pénalités financières. Il faut aussi, pour faire reculer le chômage, partager le travail en instaurant, pour toutes et tous, **une véritable RTT sans perte de salaire**. Elles veulent **un congé parental à partager obligatoirement à égalité entre les deux parents**, plus court mais mieux rémunéré.

Elles veulent **des retraites à taux plein** alors que les augmentations d'années de cotisation réduisent celles-ci à la portion congrue.

Les femmes d'Europe ne veulent pas d'un continent rabougri et bunkerisé, agrippé à une vision réactionnaire de la société où prime la seule loi du profit. Elles réclament **l'ouverture des frontières, la libre circulation et la libre installation des personnes**. Elles veulent le **droit d'asile pour les femmes persécutées, ou menacées de l'être, pour fait de sexisme et de lesbophobie**.

Elles veulent la **citoyenneté pleine et entière, non soumises à un statut marital, sans discrimination** qu'elle vienne des lois nationales, européennes ou des textes légaux internationaux. Les femmes veulent une Europe démocratique où l'instance élue, le Parlement, ait le pouvoir de décision et où les votes des citoyenNEs, tel le rejet du Traité Constitutionnel en 2005, soient respectés.

Premiers Signataires : ATTAC, Collectif National pour les Droits des Femmes, Coordination des Associations pour le Droit à l'Avortement et à la Contraception, Collectif de Défense des Droits des Femmes 65, Coordination Lesbienne en France, Copernic, Les eFRONTé-e-s, Ensemble, Féminisme-Enjeux - Théâtre de l'opprimé, Femmes Egalité, Front de Gauche Féministe, Ligue des Femmes Irlandaises pour la Démocratie, Maison des Femmes de Montreuil, Nouveau Parti Anticapitaliste, Parti Communiste Français, Parti de Gauche